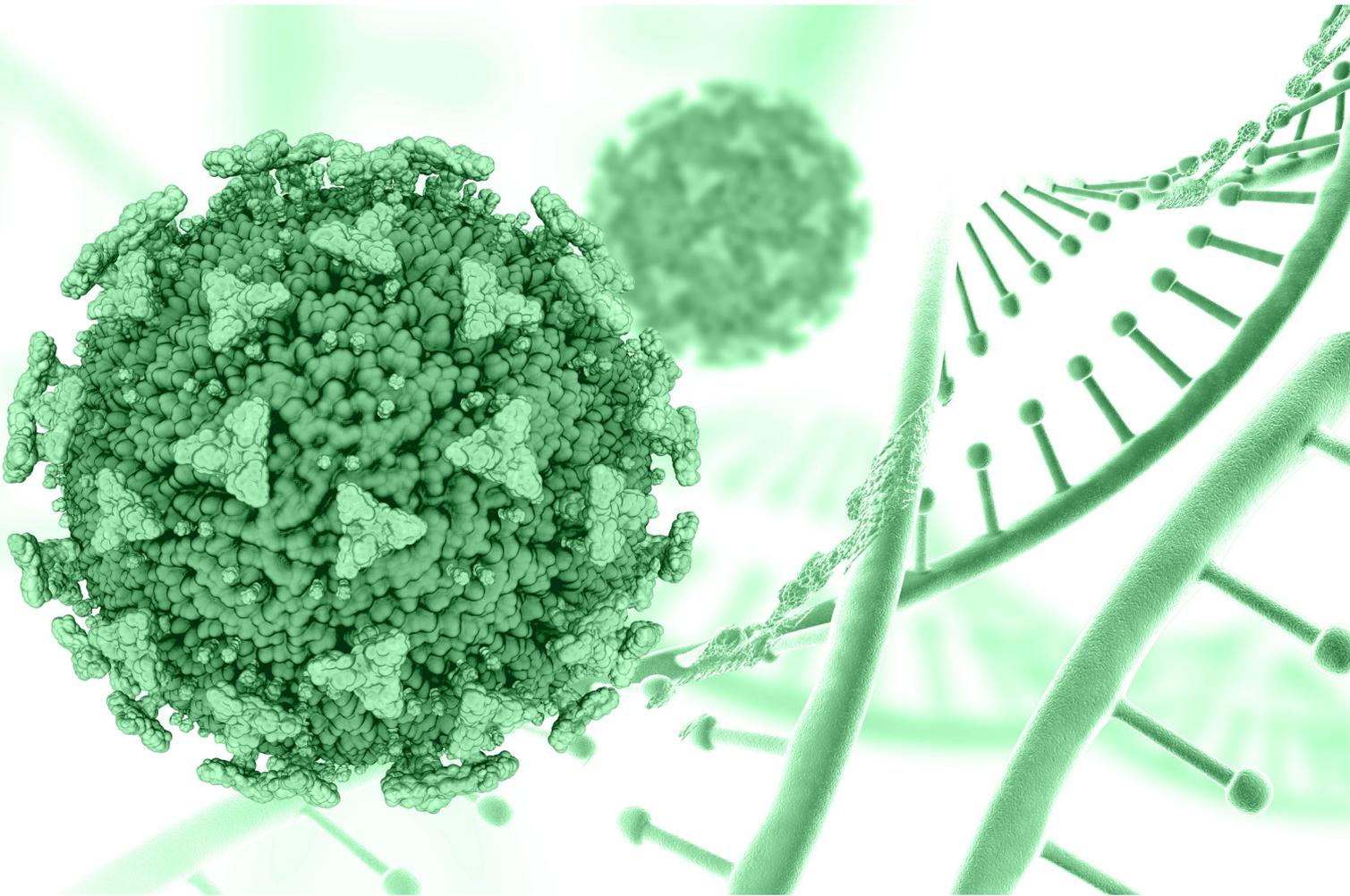




PLAN DE COMMUNICATION POUR LA LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTI-MICROBIENS (RAM) EN CÔTE D'IVOIRE



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



**PLAN DE COMMUNICATION POUR
LA LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE
AUX ANTI-MICROBIENS (RAM)
EN CÔTE D'IVOIRE**

Juin 2021

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutien du peuple américain par le biais de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre de l'Accord de coopération de Breakthrough ACTION #AID-OAA-A-17-00017. Breakthrough ACTION est basé au Centre des Programmes de communication Johns Hopkins (CCP).

Le contenu de ce rapport relève de l'unique responsabilité de Breakthrough ACTION et ne reflète pas nécessairement les points de vue de l'USAID, du Gouvernement des États-Unis ou de l'Université Johns Hopkins.

Table des matières

Analyse situationnelle de la Résistance aux anti-microbiens en Côte d'Ivoire	10
Justification et méthodologie du plan de communication	20
Définition des cibles de communication	30
Identification des problématiques et objectifs de communication	40
Formulation des messages	50
Sélection des moyens	60

Remerciements

Ce document de la cartographie des parties prenantes de la lutte contre les résistances aux antimicrobiens a été élaboré sous le leadership du groupe technique de travail sur les résistances aux antimicrobiens (GTT RAM) avec l'appui technique et financier du projet breakthrough action financé par l'USAID. Le GTT RAM voudrait à travers ces remerciements saluer l'ensemble des experts ainsi que les structures, ministères et partenaires ci-dessous qui ont contribué à l'élaboration de ce document :

- Ministère des ressources animales et halieutiques (MIRAH) à travers la direction des services vétérinaires (DSV)
- Ministère de l'agriculture et du développement rural (MINADER) à travers la direction de la protection des végétaux, du contrôle et de la qualité (DPVCQ), le laboratoire national de développement de l'agriculture (LANADA)
- Ministère de la santé et de l'hygiène publique (MSHP) à travers la direction générale de la santé (DGS), la direction de la médecine hospitalière et de proximité (DMHP), l'institut national de la santé publique (INSP), la nouvelle pharmacie de la santé publique (NPSP), l'institut national d'hygiène publique (INHP)
- Ministère de l'environnement et du développement durable (MEDD) à travers le centre ivoirien antipollution (CIAPOL)
- Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique à travers l'université nangui abrogoua (laboratoire de microbiologie et de biotechnologie / laboratoire leba), l'université péleforo gon coulily de korhogo (UFR des sciences biologiques), l'université jean lorougnon guédé de daloa (laboratoire des sciences et techniques de l'environnement)

Le GTT RAM adresse encore une fois ces sincères remerciements à toutes les parties prenantes intervenants dans la gestion de la RAM en Côte d'Ivoire et rassure que cette cartographie n'est que le début d'un processus qui permettra d'une part d'optimiser la coordination des interventions en vue d'une réponse plus efficace à la RAM et d'autre part de développer des stratégies de communication plus appropriées, notamment dans la prévention contre la RAM.

Sigles et abreviations

ASC	Agent de Santé Communautaire
ARSIP	Alliance des Religieux contre le VIH/SIDA et les autres Pandémies
BTA	Breakthrough ACTION
CCP	(Acronyme anglais de) Centre des Programmes de Communication
CCSC	Communication pour le Changement Social et de Comportement
CICG	Centre d'Information et de Communication du Gouvernement
DD	Direction Départementale
DHPSE	Direction de l'Hygiène Publique et de la Santé-Environnement
DSV	Direction des Services Vétérinaires
FAQ	Fiches Questions / Réponses
GTT	Groupe Technique de Travail
INHP	Institut National d'Hygiène Publique
INSP	Institut National de Santé Publique
JHU	Johns Hopkins University
MINCOM	Ministère de la Communication
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MIRAH	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
MSHP	Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique
MinTrans	Ministère des Transports
MVE	Maladie à Virus Ebola
OBC	Organisation à Base Communautaire
OIE	Organisation Mondiale de la Santé Animale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PNPMT	Programme National de la Promotion de la Médecine Traditionnelle
PMT	Praticiens de la Médecine traditionnelle
RTI	Radiodiffusion Télévision Ivoirienne
SMS	Short Message System
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
URPCI	Union des Radios de Proximité de Côte d'Ivoire

ANALYSE SITUATIONNELLE DE LA RÉSISTANCE AUX ANTI-MICROBIENS EN CÔTE D'IVOIRE



Qu'est ce que la résistance aux antimicrobiennes ?

On parle de résistance aux antimicrobiens (RAM) lorsque les molécules conçues pour tuer les germes (ou micro-organismes ou microbes) d'une infection n'arrivent plus à les éliminer.

Ainsi donc, la RAM désigne la résistance des différents types de micro-organismes (bactéries, virus, parasites, champignons) aux médicaments antibactériens, antiviraux, antiparasitaires et antifongiques.

Elle survient lorsque le micro-organisme développe des mécanismes pour résister à l'action des antibiotiques, et/ou subit des mutations de telle sorte que les médicaments utilisés deviennent inefficaces pour le traitement de l'infection que ce micro-organisme provoque. En conséquence de cela, les germes continuent de se multiplier dans l'organisme.

Contexte du projet

Chercheurs, médecins et autres spécialistes expriment de plus en plus de vives inquiétudes face à l'augmentation croissante de la résistance aux antimicrobiens (RAM) en Côte d'Ivoire. La résistance microbienne est devenue une « épidémie

sournoise, un défi majeur qui touche aussi bien la santé publique et animale que la protection de l'environnement ».

Face à la menace sanitaire que représente la RAM, la Côte d'Ivoire a défini une politique de lutte, conformément au Règlement Sanitaire International (RSI 2005), qui est un cadre d'affirmation de sa vision pour la lutte, selon l'approche « Une seule santé ». Cette vision est en cohérence avec les orientations déjà énoncées dans son Plan d'Action National de Sécurité Sanitaire (PANSS).

Un grave problème de santé publique

La RAM est devenue un véritable problème de santé publique.

Selon le Centre National de Référence (CNR) sur les antibiotiques, par exemple, le taux d'entérobactéries productrices de bêta lactamases à spectre élargi chez l'homme est passé de 9% en 2002 à plus de 40% en 2017.

En d'autres termes, les bactéries multi-résistantes aux antibiotiques susceptibles de contribuer à la morbidité et la mortalité dues aux maladies infectieuses, se disséminent à grande échelle en Côte d'Ivoire.

De même, il a été démontré, chez l'animal, que la résistance est établie pour toutes les formes de préparation à base de tétracycline (source, OIE).

En termes de gouvernance de la RAM, la situation n'est pas moins alarmante. L'évaluation externe conjointe (JEE), menée en Côte d'Ivoire en 2016, a révélé un score de seulement 1/5 (absence de capacité) pour chacun des quatre indicateurs liés à la RAM.

Plan d'action national multisectoriel de la lutte contre la RAM (PAN)

En 2017, pour relever les scores des indicateurs liés à la lutte contre la RAM, la Côte d'Ivoire a commandité un état des lieux sur le problème de la RAM dans les secteurs de santé humaine, santé animale, et santé environnementale.

Sur la base des résultats de cet exercice, le gouvernement a élaboré un Plan d'Action National Multisectoriel de Lutte Contre la RAM (le PAN).

Le PAN identifie six aspects clés dans la lutte contre le RAM :

- (1) Cadre réglementaire ;
- (2) Sensibilisation, Éducation, et Communication ;

- (3) Formation en détection, surveillance, et recherche ;
- (4) Assainissement et prévention/contrôle des infections ;
- (5) Gestion antimicrobienne/vente des médicaments illicites ;
- (6) Investissement durable.

Le PAN reconnaît que le changement de comportement des divers acteurs est à plusieurs niveaux, et s'avère critique pour assurer l'utilisation rationnelle des antimicrobiens et réduire la menace de la RAM.

Le GTT RAM

Dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre des activités du Programme mondial de sécurité sanitaire (GHSA), Breakthrough ACTION apporte un appui à la plateforme « Une seule Santé » à travers le Groupe Technique de Travail sur la Résistance aux Antimicrobiens (RAM) pour l'élaboration d'un plan de communication pour lutter efficacement contre la RAM.

En effet, il est urgent d'améliorer les connaissances et la compréhension de la résistance aux antimicrobiens à grande échelle, de mettre en lumière la gravité du problème, et d'optimiser l'usage des antimicrobiens en santé humaine et animale ainsi que dans l'agriculture.

Facteurs à prendre en compte

L'accent doit être mis sur le fait que l'on retrouve les germes résistants aux antimicrobiens chez l'être humain, l'animal, dans les aliments et dans l'environnement (eau, sol et air).

Ils peuvent se propager d'une personne à l'autre, de l'homme à l'animal, ainsi qu'à partir des aliments ou produits d'origine animale.

Les principaux facteurs contribuant à l'apparition de la résistance sont le mésusage (usage abusif ou déraisonné) des médicaments ; l'absence d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène pour les êtres humains comme pour les animaux ; des mesures de prévention et de lutte contre les infections insuffisantes dans les établissements de soins et les élevages agricoles ; un accès insuffisant à des médicaments, des vaccins et des produits de diagnostic de qualité et d'un coût abordable ; l'absence de prise de conscience et de connaissance du phénomène ; et les lacunes dans l'application des règles en vigueur et des bonnes pratiques.

Plusieurs mauvaises pratiques en santé humaine, en production et santé animale et végétale, doivent être soulignées et rectifiées, telles que :

- le non-respect des doses prescrites,
- le non-respect des délais d'attente (délais prescrits),
- l'utilisation abusive, excessive, incontrôlée, irrationnelle et parfois injustifiée des antimicrobiens...

Tous ces facteurs et bien d'autres ont conduit les pathogènes à développer des mécanismes de défense, d'où l'apparition de la résistance aux antimicrobiens (RAM) qui a entraîné, entre autres, la survenue des bactéries multi- et pan-résistantes (connues aussi sous le nom de « superbactéries ») rendant les traitements standards inefficaces.

Les comportements au coeur du sujet

Le défi d'une communication efficace sur la RAM requiert, avant tout, d'analyser les comportements et les pratiques qui contribuent à alimenter cette résistance.

Au-delà des statistiques et des faiblesses liées à la gouvernance de la RAM, le phénomène se nourrit aussi et surtout des "façons d'agir" et des "façons de penser" qui en constituent des déterminants essentiels.

D'où la nécessité de comprendre les déterminants qui favorisent la RAM et qui sous-tendent les pratiques inappropriées.

Justification

Il faut sensibiliser les décideurs, les prescripteurs, les communautés et les populations à l'importance de la bonne utilisation des antimicrobiens, afin d'éviter le développement des résistances induites, la pérennisation des endémies et de garantir une meilleure santé publique et sécurité sanitaire du fait de la préservation de l'efficacité des antimicrobiens.

Cela doit se faire de manière pertinente et efficiente.

C'est dans ce cadre que s'inscrit l'élaboration d'un plan de communication pour la lutte contre la résistance aux antimicrobiens en Côte d'Ivoire.



JUSTIFICATION ET MÉTHODOLOGIE DU PLAN DE COMMUNICATION

Introduction

Il est important de noter que la communication vise le changement (ou l'adoption) de comportement par une population cible et, à plus long terme, le changement social.

De ce point de vue, le changement de comportement durable est un processus plus ou moins long qui, outre de la communication, dépend de facteurs tels que :

- la prise de conscience du problème,
- le contexte socioculturel et politique,
- le niveau d'instruction et le statut socio-économique,
- etc.

Le plan de communication

Un plan de communication est un outil de travail et de gestion qui donne corps à la stratégie de communication.

Communiquer avec efficacité n'est pas envisageable sans un minimum d'organisation dans sa démarche.

Pour réussir cet exercice, rien ne vaut le montage d'un plan de communication parfaitement formalisé.

Information vs sensibilisation

L'information est le fait d'informer, rapporter un fait / une action à un public.

La sensibilisation amène le public visé à la réflexion sur un thème, fait prendre conscience d'un fait ou d'une situation et peut donner des conseils pour améliorer cet état et amener à modifier les pratiques.

Pourquoi et comment établir un plan de communication ?

Déterminer quelle est notre cible. Savoir à qui l'on s'adresse et comment communiquer avec.

Identifier les problématiques à résoudre. Il est impératif de discerner les problèmes réels afin de pouvoir apporter les solutions pertinentes.

Définir précisément quels sont nos objectifs. Nous devons savoir quelle est la finalité de nos actions à venir.

Choisir les moyens qui vont nous permettre d'atteindre nos objectifs avec efficacité.

Attention : lorsque l'on parle d'atteinte d'objectif, on est dans le domaine de l'efficacité. Quand il s'agit de l'utilisation optimale de moyens, on est dans l'efficience.

La définition des cibles de communication

Une communication ne peut se comprendre qu'en fonction du destinataire à qui elle s'adresse.

La communication est la transmission d'un message entre un émetteur et des

récepteurs (ses partenaires, ses bénéficiaires, ses agents, ses parties prenantes, ses relais...).

Communiquer consiste donc avant tout pour l'émetteur à identifier clairement les cibles de sa communication.

La définition de ces cibles est essentielle, car elle va permettre de déployer des actions de communication adaptées précisément à leurs attentes, profils et croyances/convictions. Elle va également permettre de ne s'adresser qu'aux cibles les plus pertinentes en évitant des déperditions inutiles. Elle va aussi permettre de maintenir une cohérence entre les messages partagés avec les différentes cibles, étant entendu que ces messages seront adaptés en termes de langage, de forme, de véhicule leur correspondant respectivement.

Ils sont directement affectés par le problème à résoudre ou parce qu'ils jouent un rôle important dans sa résolution ou sa persistance.

On les appelle groupes cibles, audiences ou bénéficiaires



La problématisation

Problématiser un sujet c'est le questionner pour déterminer la façon la plus appropriée de l'étudier.

La problématique est la synthèse, la résultante de ce questionnement. En cela, la problématique est une question structurante, un sujet de réflexion.

Elle va constituer un axe de recherche, un fil directeur, un angle d'approche.

Afin de bien appréhender le sujet, la réalité des faits et l'état d'esprit des cibles prioritaires, il faut procéder par l'observation, l'écoute et l'analyse documentaire.

La fixation des objectifs

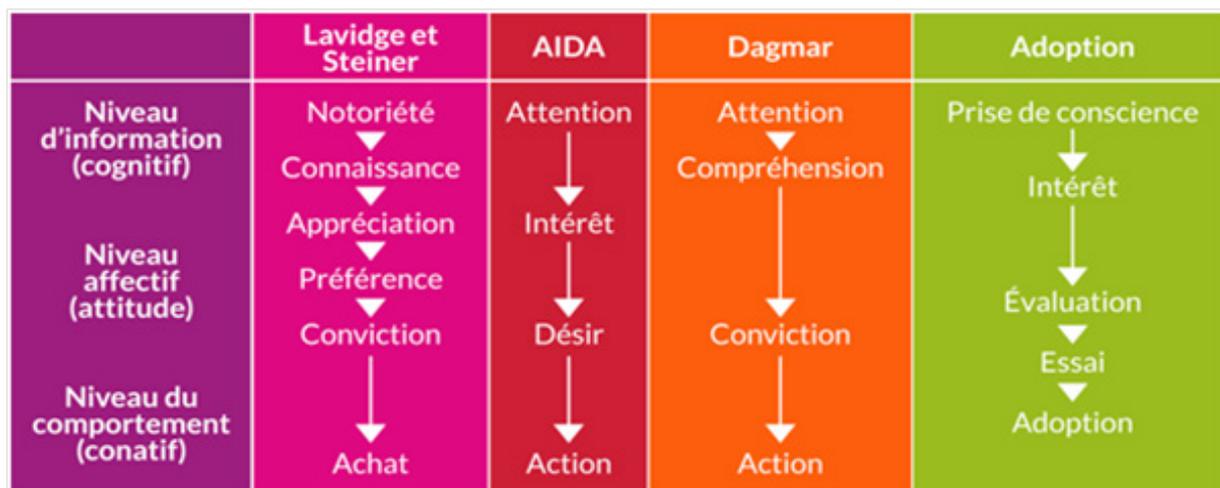
Un objectif de communication peut se définir selon trois dimensions :

Au niveau cognitif (faire savoir) : c'est le niveau de la connaissance. La communication a pour but la prise de conscience, l'attention, la notoriété et l'information de la cible au sujet de l'institution.

Au niveau affectif (faire aimer) : c'est le niveau de l'appréciation. La communication agit sur les attitudes. Elle a pour objet d'éveiller l'intérêt, le désir et la préférence des individus.

Au niveau comportemental (faire agir) : c'est le niveau de l'action. Le but est d'entraîner une action se traduisant par l'adoption d'un nouveau comportement.

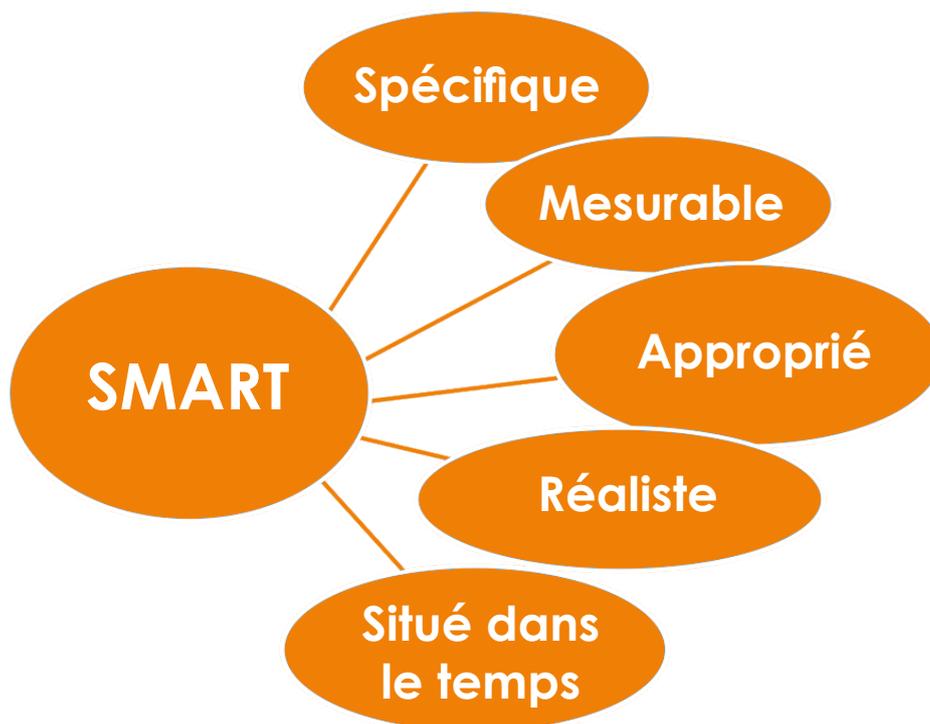
Il est indispensable de fixer les objectifs en fonction de chaque problématique identifiée.



Smart

Un objectif de communication est la description de résultat final attendu d'une intervention de communication en terme de changement ou de résultat vérifiable au niveau d'un groupe ciblé donné.

Il doit être: **SMART**



La formulation des messages

Nos messages doivent respecter «les sept commandements de la communication efficace» adaptés de la sphère marchande notamment du marketing et de la publicité:

- commander l'attention
- capter le cœur et les esprits,
- clarifier le message,
- communiquer un bénéfice,
- créer la confiance,
- offrir un message cohérent,
- **inciter à l'action.**

Dans notre contexte, ces commandements servent à la fois de guide pour le travail de conception et de réalisation aussi bien que de première grille d'évaluation interne et de pré-test des messages produits.

Pour concevoir précisément les messages à communiquer, nous devons être sûrs que nos messages donnent à nos interlocuteurs de bonnes raisons d'adopter un certain comportement

Les clés pour les messages

le QUOI et le POURQUOI

le OÙ, le QUAND
et le COMMENT

la GARANTIE
et l'APPUI



quel est le changement attendu et quel est l'intérêt pour la cible de réaliser ce changement



où aller, à quel moment et que faut-il faire ou savoir pour réaliser le comportement



qu'est-ce qui va conférer de la crédibilité au message

Le choix et l'orchestration des moyens

La stratégie de communication ayant été bien élaborée par l'identification des cibles, la détermination des objectifs et la formulation des messages, il y a lieu de procéder à la stratégie des moyens.

Nous allons dresser un schéma opérationnel qui nous permettra de définir une série de moyens et actions qui permettront d'atteindre les objectifs fixés, ces moyens et actions seront en lien avec les cibles de communication.

Pour chaque segment cible, il faut décider des véhicules, des outils, des médias et des autres approches de mise en œuvre appropriées dans l'éventail de canaux de communication.

Critères de sélection des canaux et médias

- **Couverture géographique:** couvrir au mieux la zone où réside / travaille / se retrouve la cible visée
- **Adéquation à la cible:** accès, préférence, degré de familiarité...
- **Crédibilité:** le canal doit être crédible et digne de confiance
- **Coût:** prise en compte du coût
- **Impact:** engagement, attraction, attention, mémorisation
- **Participation:** aussi bien dans la réception du message que dans son élaboration

En résumé ...

Le diagnostic: quels sont le sujet et les problématiques ?

Les objectifs: qu'attendons-nous de la communication ?

Les cibles et le message: à qui voulons-nous parler et de quoi ?

Les outils: quel dispositif sera le plus pertinent, quand et comment le déployer ?

Le budget: à combien s'élève l'investissement nécessaire pour exécuter le dispositif ?



Un sujet complexe et multisectoriel

Avec des causes profondes dans des secteurs comme la santé, la sécurité alimentaire et l'agriculture ou même l'environnement et le commerce, la résistance aux antimicrobiens (RAM) est l'une des menaces les plus complexes pour la santé publique à laquelle la Côte d'Ivoire, comme le reste du monde, est confrontée.

C'est une lutte qui nécessite des actions coordonnées au sein de divers secteurs et disciplines, et l'implication d'un large éventail de parties prenantes.

Deux grandes catégories

À la lecture de la revue de littérature, dont l'étude¹ ayant pour objet la recherche et analyse approfondie des déterminants individuels, socioculturels et structurels des comportements liés à la résistance aux antimicrobiens en Côte d'Ivoire, nous avons relevé qu'il y a deux grands groupes cibles :

- Les non professionnels de la santé
- Les professionnels de la santé

¹ Étude : Recherche et analyse approfondie des déterminants individuels, socioculturels et structurels des comportements liés à la résistance aux antimicrobiens en Côte d'Ivoire

Nous avons détaillé ces deux groupes en sous-groupes afin de bien cerner les déterminants spécifiques de comportements.

Des groupes significatifs

- Les non professionnels de la santé humaine :
 - La population ivoirienne dans son ensemble
 - Les autorités (décideurs):
 - Le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, et toutes leurs équipes engagées, le gouvernement
 - Les institutions, administrations et collectivités territoriales (districts, villes, communes,...)
 - Les chefferies et royautés traditionnelles, et religieuses

Les éleveurs, agriculteurs et travailleurs agricoles

- Les opérateurs de commercialisation de fruits, légumes et autres aliments en vente de proximité (attiéké, viandes braisées, etc.)
- Les relais d'information et d'opinion : médias imprimés et audiovisuels nationaux, régionaux et communautaires, plateformes web et digitales, crieurs publics, influenceurs, communicateurs traditionnels
- Les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) nationaux et internationaux



IDENTIFICATION DES PROBLÉMATIQUES ET OBJECTIFS DE COMMUNICATION

Le principe

La mise en place d'un programme de communication publique visant le changement de comportement doit reposer sur une base factuelle en visant des acteurs de la santé humaine, animale et des secteurs environnemental et agro-alimentaire.

La bonne identification des problématiques pouvant entraver la réussite de ce programme s'avère nécessaire.

Vu que nous sommes dans le cadre de la communication pour le changement social et de comportement, nous avons opté pour une approche par cibles.

Récapitulatif

LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ :

- Les praticiens, prescripteurs, gestionnaires de la santé humaine et animale

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ :

- Les acteurs de l'élevage, de l'agriculture et de l'alimentation
- Les autorités, décideurs
- Les populations

LES PROFESSIONNELLS DE LA SANTÉ

Les praticiens, prescripteurs, gestionnaires
de la santé humaine et animale



Profil des cibles

CIBLES PRIMAIRES

- Médecins
- Chirurgiens dentistes
- Praticiens de la médecine traditionnelle
- Paramédicaux
- Pharmaciens (santé humaine et animale)
- Vétérinaires
- Para-professionnels vétérinaires (assistants et moniteurs de production végétale et animale)

CIBLES SECONDAIRES

- Ordres de santé (médecins, pharmaciens, vétérinaires, chirurgiens dentistes...)
- Syndicats des professionnels de santé
- Le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et toutes leurs équipes engagées

Comportement actuel

- Prennent en charge les patients : consultation, soins, hospitalisations, recommandations, informations.

- Commercialisation des médicaments sans ordonnance médicale dans le circuit formel (pharmacie) au mépris des règles en vigueur.
- Gestion non optimale des questions d'eau, d'hygiène et d'assainissement dans les structures hospitalières et cliniques.
- Prescription des antimicrobiens sur la base de connaissances empiriques sans recours à des examens médicaux pour amoindrir le coût du traitement ou du fait du délai supposé trop long des examens.
- Prescription des antimicrobiens à but lucratif au mépris des règles en vigueur.
- Prise en compte par les praticiens du risque immédiat pour le patient au détriment des inconvénients à long terme de l'utilisation de médicaments antimicrobiens.

Problématiques de communication

Les décisions de prescrire des antibiotiques sont rarement fondées sur des diagnostics définitifs. Le mauvais usage est fréquent, qu'il s'agisse de posologie inadaptée ou de prescription non appropriée.

Certains choix thérapeutiques des professionnels de santé posent problème. Qualifiés communément de « pragmatiques » du fait qu'ils n'obéissent pas strictement aux protocoles médicaux de diagnostic et de prescription, ces choix sont fondés sur deux variables : **i)** l'empathie du soignant vis-à-vis du patient, **ii)** le délai supposé des examens médicaux.

L'empathie du soignant due aux contraintes socio-économiques traduites, notamment par le coût « trop » élevé des examens médicaux tel que décrié par les clients (population générale, éleveurs). Partageant leur sentiment d'impuissance financière et leurs émotions d'une part, et face à l'impérieuse nécessité des soins d'autre part, il arrive que le soignant fasse le choix d'un traitement antimicrobien « pragmatique » au mépris des protocoles en vigueur.

Ce phénomène résulte de plusieurs causes:

- le manque de connaissances ou d'informations qui conduit à des diagnostics incertains, à des doutes sur le (ou les) médicament(s) le(s) plus approprié(s) et à la crainte d'un échec thérapeutique
- les exigences du patient
- un revenu qui dépend de la vente de médicaments.

Manque d'équité dans la mise à disposition des informations de qualité et/ou actualisées en matière de diagnostics et de médicaments.

On constate également une insuffisance de directive nationale consensuelle pour le traitement des pathologies fréquentes.

Dans de nombreux cas, les représentants des laboratoires pharmaceutiques constituent l'une des seules sources d'informations des professionnels de santé. Ils peuvent parfois "déformer" les informations pour des raisons commerciales. Déficit d'application des lois régissant la dispensation et la distribution des médicaments.

Objectifs de communication

- D'ici Décembre 2023, renforcer les capacités de 1000 professionnels de santé sur les bonnes pratiques de prescriptions et de dispensation des antimicrobiens.
- D'ici Décembre 2023, accroître la perception de la gravité des conséquences de la RAM chez 50% de l'ensemble des cibles primaires.
- D'ici Décembre 2023, amener au moins 30% des prescripteurs à être conscients de la nécessité de suivre des directives réglementaires en matière de diagnostics et de médicaments.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Acteurs de l'élevage, de l'agriculture et de l'alimentation



Profil des cibles

Qui est le bénéficiaire final ?

- Les éleveurs, agriculteurs

Qui va influencer un changement social au sein de la communauté et/ou a la capacité d'agir sur le comportement du (ou des) bénéficiaire(s) final(s) ?

- GDS, Association d'éleveurs, interprofession, leader communautaire, collectivité territoriales, autorités administratives, décideurs
- Associations de consommateurs
- Éleveurs de bétail (petits, moyens, gros troupeaux)
- Exploitants agricoles (producteurs de matières premières)
- Revendeurs d'animaux de rente
- Proviendiers
- Propriétaires d'élevage
- Employés de ferme
- Dresseurs, maîtres chiens
- Propriétaires d'animaux
- Petits éleveurs
- Acteurs de la filière alimentaire (aliments destinés à la consommation humaine), de la production à la consommation.

Comportement actuel

Exercent leur activité selon leurs propres méthodes individuelles en matière d'hygiène et d'utilisation d'antimicrobiens. Selon l'étude sur les déterminants de comportements, certains éleveurs agissent « instinctivement ».

Sur la base de l'expérience des maladies précédemment traitées et de quelques connaissances empiriques acquises par imitation auprès des vétérinaires, ils font eux-mêmes des diagnostics suivis de traitements antimicrobiens. Ce comportement se nourrit également de la longue tradition d'élevage à laquelle certains d'entre eux appartiennent et des connaissances ancestrales, dont ils ont hérité de « père en fils », leur conférant une supposée ingénierie pastorale. En règle générale, ils n'ont recours aux vétérinaires qu'après plusieurs tentatives infructueuses.

Nécessaires pour traiter les animaux malades, les antibiotiques sont largement utilisés à titre préventif chez les animaux bien portants et pour favoriser la croissance par l'administration de masse aux troupeaux.

Ils sont aussi utilisés dans l'agriculture et la pisciculture.

Cette utilisation à des fins de gains est courante.

Problématiques de communication

Nos cibles ne perçoivent pas forcément les conséquences à moyen et long terme, leur priorité étant le profit à court terme.

En effet, les résidus d'antibiotiques sont retrouvés dans les aliments d'origine animale destinés à la consommation humaine, et sont source d'émergence de la résistance chez l'homme.

De plus, dans l'agriculture, l'élevage et l'industrie alimentaire, l'émergence ou

l'augmentation des résistances aux antimicrobiens réservés au traitement des animaux nuisent à leur santé, à la production alimentaire et portent atteinte au revenu familial.

Par ailleurs, les experts évoquent aussi un impact potentiellement très négatif sur l'environnement du fait de la dissémination des agents pathogènes.

Le mésusage des antimicrobiens en élevage augmente la sélection et la dissémination de microbes résistants dont certaines sont à l'origine des zoonoses majeures. L'élevage comporte également le risque supplémentaire pour l'homme d'une exposition à des animaux porteurs de microbes résistants et il existe un risque élevé de colonisation ou d'infection humaine par ces microbes. L'exposition des cultures aux déjections d'élevage (lisier de porc, fumier de bétail ou fientes de volaille) contenant les résidus d'antimicrobiens est source de contamination des aliments. Le déversement direct des effluents d'élevage dans l'environnement est source de contamination des eaux de surface et de la nappe phréatique.

Les autres risques d'infection par des micro-organismes résistants sont notamment l'exposition aux cultures traitées par des agents antimicrobiens et/ou par l'utilisation de pesticides et la contamination des eaux souterraines par des eaux de ruissellement provenant d'exploitations agricoles ou des effluents hospitaliers.

Le manque de compréhension de ces incidences alimente la complexité du problème sur cette cible spécifique qui peut subir, au premier plan, des risques élevés pour la santé. Le manque de sensibilisation, d'information et de formation des différentes cibles accroît le risque majeur de santé publique.

Objectifs de communication (SMART)

D'ici à 2023, 50% des industriels du secteur de l'élevage et de l'agriculture ont une parfaite connaissance du bon usage des antimicrobiens et sont conscients de l'impact socio-économique et sanitaire de la RAM.

D'ici à 2023, 25% des industriels sensibilisés adoptent les bonnes pratiques d'hygiène et de biosécurité.

D'ici à 2023, 20% des petits exploitants du secteur de l'élevage et de l'agriculture ont une parfaite connaissance du bon usage des antimicrobiens et sont conscients de l'impact socio-économique et sanitaire.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Autorités, décideurs



Profil des cibles

CIBLES PRIMAIRES

- Le Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle, le Ministère des Ressources Animales et Halieutiques, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et toutes leurs équipes engagées
- Les Ordres des médecins, des vétérinaires, des pharmaciens, des chirurgiens dentistes
- Les gestionnaires de structures hospitalières et cliniques, les comités médicaments, les comités PCI
- La direction des services vétérinaires
- L'autorité Ivoirienne de Régulation Pharmaceutique
- Le CIAPOL

CIBLES SECONDAIRES

- Le Conseil National de Sécurité (CNS)
- Le gouvernement
- L'UVICOCI
- Le Sénat
- Le Conseil Economique, Social, Environnemental et Culturel (CESEC)
- L'Assemblée Nationale

Comportement actuel

- Travaillent ponctuellement sur le phénomène de la RAM, élaborent des plans nationaux.
- Organisent et participent annuellement à la semaine dédiée à la RAM.

Problématiques de communication

Si l'on veut réduire le problème de la résistance aux antimicrobiens, il faut faire preuve d'une volonté politique forte suffisante pour prendre des décisions en vue de contrecarrer effectivement l'usage abusif de médicaments antimicrobiens en santé humaine, animale et environnementale.

Au niveau des décideurs, la problématique centrale est celle de l'absence de prise de conscience réelle de l'ampleur du problème qui doit entraîner une prise en main affirmée du sujet.

On observe en effet un « décalage » entre l'acuité ou la gravité du problème et le niveau de réponse stratégique et opérationnelle qui est pourtant à impulser par ces décideurs.

À cette observation s'ajoute le constat du manque de concertation et de coordination entre les différents types de décideurs, malgré le caractère multifactoriel et pluridisciplinaire de la lutte contre la RAM.

Objectifs de communication (SMART)

Que voulons-nous que les cibles sachent / comprennent ?

D'ici 2023, 100% des responsables des 5 ministères clés ont une bonne connaissance des dangers à facettes multiples de la RAM.

Que voulons-nous qu'elles fassent ?

D'ici Janvier 2023, les décideurs s'engagent à mettre 50% des moyens alloués à l'exécution du Plan de la lutte contre la RAM à la disposition du GTT-RAM.

D'ici Décembre 2022, 80% des actions menées résultent de la synergie multifactorielle et pluridisciplinaire.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ



Populations

Profil des cibles

Cette cible vaste et diversifiée peut être désagrégée ainsi qu'il suit, pour plus d'efficacité.

CIBLE PRIMAIRE (bénéficiaire final)

- Les jeunes (élèves et étudiants, urbains et rurbanisés) qui représentent la plus large portion de la population (plus de 75% a moins de 35 ans).

CIBLE SECONDAIRE (qui a la capacité d'agir sur leur comportement et sur le changement social au sein de la communauté)

- Chefs traditionnels /religieux
- Chefs de famille
- Les adultes
- Les personnes âgées
- Les professionnels des médias
- Les influenceurs
- Les personnels d'encadrement

Comportement actuel

- Ont une faible connaissance de la RAM.
- Pratiquent l'automédication.

- Croient que l'efficacité du médicament est liée à la guérison rapide de la maladie.
- S'approvisionnent sur le marché noir des médicaments.

Problématiques de communication

- Les populations ont une perception quasi-inexistante du risque de la RAM due au mésusage des antimicrobiens.
- Le manque d'hygiène et d'assainissement augmente la prévalence de maladies infectieuses qui entraîne le mauvais usage des antimicrobiens (pratiques de PCI² défaillantes).
- Inaccessibilité aux médicaments du fait du coût élevé (il y a une forte circulation des médicaments de toutes sortes dans le circuit informel, dont les faux médicaments. Ces médicaments sont utilisés en dehors de toute recommandation ou suivi médical professionnel).
- La propension à exiger la prescription d'antibiotiques par le patient lui-même et/ou ses proches.
- Les populations pratiquent l'automédication, ne respectent pas toujours les doses prescrites et la durée du traitement. Toujours selon l'étude³, l'automédication à base d'antimicrobiens reste une pratique socialement répandue et empreinte des expériences de soin inter-usagers. Cet entre-soi thérapeutique repose fondamentalement sur la confiance mutuelle, un élément structurant de cette pratique qui désavoue l'avis médical bien souvent qualifié de « théorique » (au sens péjoratif d'abstrait et non efficace).

En d'autres termes, il s'agit de résoudre les problèmes liés à:

1. la connaissance (les populations ont une faible connaissance de la RAM)
2. la croyance (les populations croient que l'efficacité du médicament est liée à la guérison rapide)
3. la pratique (les populations n'observent pas le bon usage des médicaments; approvisionnement au marché noir de médicaments)

Objectifs de communication (SMART)

- Atteindre une connaissance de la RAM chez 20% de la population jeune estudiantine (universités publiques et privées, et grandes écoles sur l'ensemble du territoire) d'ici à Décembre 2023.
- Promouvoir auprès de 20% de la population jeune estudiantine (universités

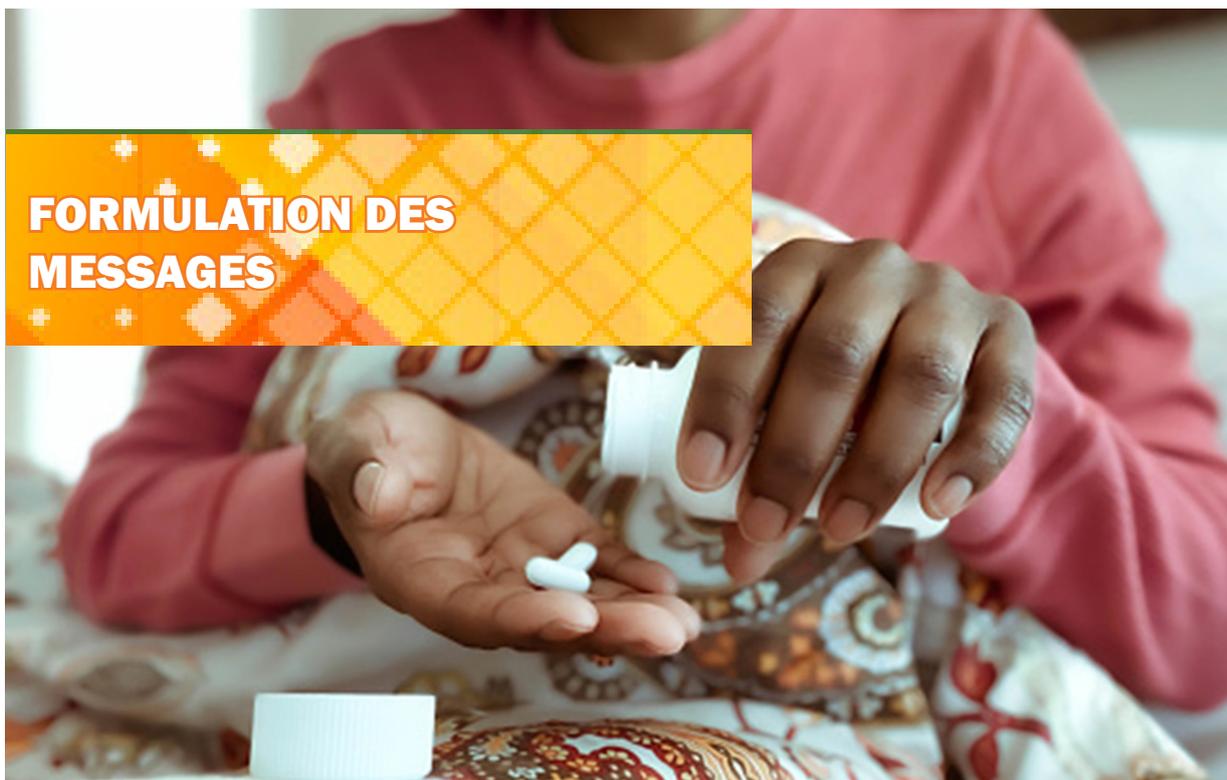
² Prévention et Contrôle des Infections

³ Étude : Recherche et analyse approfondie des déterminants individuels, socioculturels et structurels des comportements liés à la résistance aux antimicrobiens en Côte d'Ivoire

publiques et privées, et grandes écoles sur l'ensemble du territoire), le bon usage des antimicrobiens par une consommation responsable (respect des doses prescrites et de la durée du traitement) d'ici à Décembre 2023.

- Sensibiliser au moins 20% de la population jeune estudiantine (universités publiques et privées, et grandes écoles sur l'ensemble du territoire) aux risques de pauvreté engendrés par la RAM d'ici à Décembre 2023.

FORMULATION DES MESSAGES



Innovier et rester pertinent

Plusieurs choses ont été dites, communiquées sur le sujet de la RAM. Des communications, des messages ont été émis vers les différentes cibles.

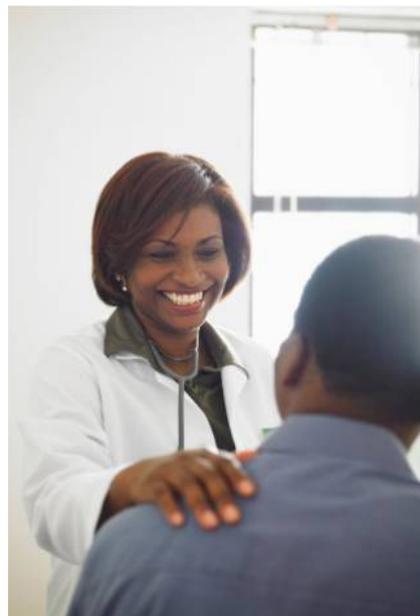
Pour réussir à relever les défis de l'heure, il est impératif que nous innovions.

Nous devons aussi surmonter les obstacles pouvant empêcher l'efficacité de nos messages. Ce sont entre autres:

- Non maîtrise du sujet par l'émetteur
- Méconnaissance du public cible
- Refus de message par le récepteur
- Mauvaise perception du message par le récepteur
- Méfiance et préjugés du récepteur
- Confusion et imprécision

LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

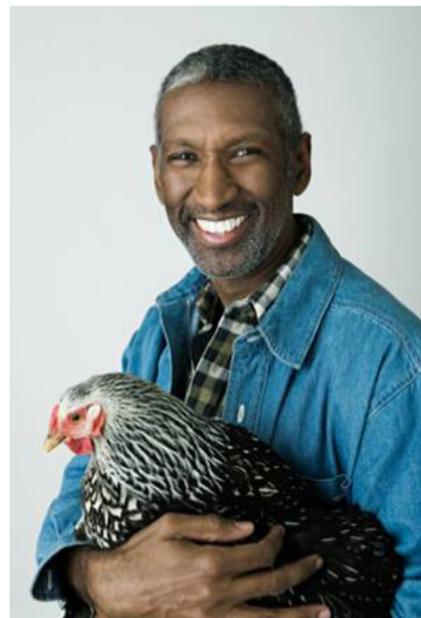
**Practiciens, prescripteurs,
gestionnaires vétérinaires**



- Je suis un agent de santé, je fais des prescriptions d'antimicrobiens appropriées (justifiées) pour sauver des vies.
- La RAM tue. Nous, professionnels de la santé, adoptons les bonnes pratiques de prescriptions pour sauver des vies.
- Un médicament n'est pas un bonbon, exigeons toujours une ordonnance médicale aux patients pour limiter la RAM.
- Chers vétérinaires, pour réduire les risques liés à la résistance aux antimicrobiens, faisons des prescriptions appropriées.
- En Côte d'Ivoire, la prescription et la vente inappropriées des antimicrobiens constituent un délit. Tout agent de santé qui s'adonne à ces pratiques au mépris de la loi en vigueur est passible de poursuites judiciaires.
- Nous, Ordres de Santé, travaillons sous serment. Notre mission est de veiller au respect de la déontologie et de l'éthique de la profession. Engageons nous tous dans la lutte contre la résistance aux antimicrobiens qui constitue un véritable problème de santé publique.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

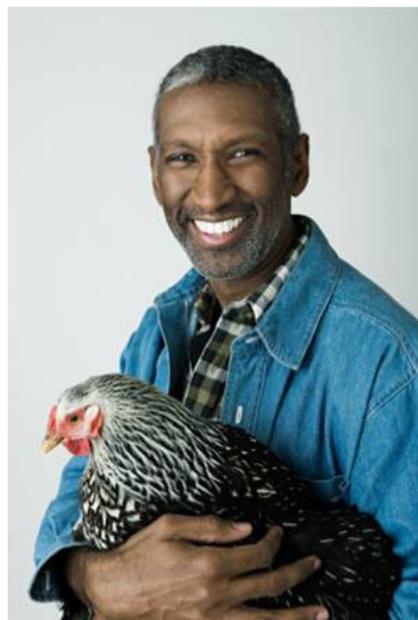
Acteurs de l'élevage, de l'agriculture et de l'alimentation



- La mauvaise utilisation des antibiotiques rend les microbes de plus en plus forts et peut tuer vos animaux. La meilleure manière de protéger votre investissement est d'appliquer les mesures de biosécurité dans vos élevages.
- La meilleure manière de garantir la santé de vos animaux est de consulter un vétérinaire.
- Eleveurs, les médicaments ne doivent pas être utilisés pour faire grossir ou rendre vos animaux plus performants; ne les utilisez pas sans prescription car ils peuvent entraîner de graves problèmes de santé chez tous ceux qui consomment vos produits.
- Les médicaments chez les « banabana » sont de mauvaise qualité. Pour garantir la santé de vos animaux, achetez les médicaments uniquement chez les vétérinaires et les pharmaciens.
- Donner des médicaments sans prescription aux animaux, c'est favoriser la persistance des maladies. Pour préserver la santé de mes animaux, je ne leur donne que ce qu'un vétérinaire a prescrit et j'achète mes médicaments chez le vétérinaire ou le pharmacien.
- Attention nous sommes tous des consommateurs. Eleveurs, les médicaments que nous donnons à nos animaux restent pendant un certain temps dans la viande, le lait, et les œufs. Evitons de les administrer pendant la vente car ils peuvent se retrouver dans nos assiettes et nous créer de graves problèmes de santé.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

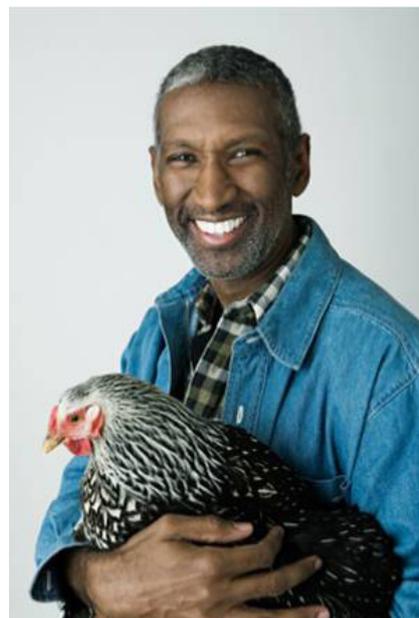
Autorité, décideurs



- Le mauvais usage des antimicrobiens entraîne la RAM. Nous décideurs, engageons-nous activement dans la lutte contre ce phénomène pour préserver la santé de nos populations.
- Engageons-nous personnellement et activement dans la lutte contre la RAM en travaillant main dans la main pour la mise en œuvre d'une stratégie efficace dotée d'outils opérationnels concrets afin de préserver la santé de tous.
- La RAM résulte de la mauvaise utilisation des médicaments, elle peut entraîner la mort. Pour sauver des vies, je m'engage en tant qu'ambassadeur à lutter contre la RAM. (image de l'autorité)
- Prenons nos responsabilités et utilisons notre position d'influence pour contribuer à la lutte contre la RAM.
- La vie de nos populations n'a pas de prix. Investissons concrètement dans la lutte contre la RAM.

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Populations



- Les microbes deviennent plus forts quand nous utilisons mal les médicaments. L'usage sans prescription d'antibiotiques est source de résistance aux médicaments. Consultez toujours un médecin en cas de maladie.
- Le non respect des doses et de la durée du traitement créent la Résistance aux Antimicrobiens, donc le médicament qui guérissait ta maladie n'est plus efficace. Il faut respecter l'ordonnance donnée par le médecin.
- La disparition des symptômes ne veut pas dire qu'on est guéri, il faut respecter les doses et la durée du traitement pour éviter la Résistance aux Antimicrobiens car elle rend les médicaments inefficaces.
- L'automédication tue. Ne prends pas de médicaments sans ordonnance. Rends toi chez le médecin pour préserver ta vie.
- 'Bra'', un médicament sans avis du docteur, tu ''djà''. Protège ta life man, t'es ''gbôlô'', va à l'hosto !
- Quand les microbes deviennent plus forts que les médicaments, tu dures à l'hôpital et ça te rend pauvre. Respecte l'ordonnance du médecin.
- Les microbes deviennent plus forts quand nous utilisons mal les médicaments. Ne consommez pas de médicaments sans l'avis du médecin. Les antibiotiques ne sont pas des bonbons.
- À cause du mauvais usage des médicaments, le corps ne réagit plus bien aux traitements. La Résistance aux Antimicrobiens rend pauvre car elle allonge la durée d'hospitalisation.
- Eviter les médicaments de la rue, c'est éviter les maladies incurables. Rends toi toujours à la pharmacie pour acheter ton médicament.
- Un médicament acheté à la pharmacie est sûr et garanti/meilleur pour ta santé. Plus jamais de médicament de la rue.



Une démarche logique

- Notre stratégie est de mieux faire connaître et comprendre le problème de la résistance aux antimicrobiens ainsi que son ampleur.
- Dans ce cadre, les moyens et activités de communication se doivent d'être incitatifs. Ils doivent aussi impliquer les cibles à être actrices de la lutte.
- Enfin ils seront plus efficaces si ils ont une réelle capacité à amplifier le message dans le temps et dans l'espace. Nous devons rechercher un impact profond, durable et élargi.
- Nous utilisons la méthode du cadre logique pour la présentation de ces moyens et outils.

LES PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ



Populations



Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
D'ici Décembre 2023, renforcer les capacités de 1000 professionnels de santé sur les bonnes pratiques de prescriptions et de dispensation des antimicrobiens.	Organiser des Journées scientifiques et Conférences (ORMICI) pour partager les résultats des différentes études sur la RAM au moins 2 fois par an	Prescripteurs et dispensateurs	2 conférences organisées Nombre de participants	Année 2 Trimestre 1 3 Mois	GTT RAM/GTT COM/ CTM2
	Renforcement de capacités à travers les EPU	Prescripteurs et dispensateurs	Nombre de personnes formées, Evaluation de l'acquisition, Rapports	Année 2 12 Mois	GTT RAM/GTT COM/ CTM2
	Organiser des exercices de simulation avec les vétérinaires et les aides vétérinaires	Prescripteurs et dispensateurs vétérinaires	Nombre de personnes formées, Evaluation de l'acquisition, Rapports	Année 2 12 Mois	GTT RAM
D'ici Décembre 2023, accroître la perception de la gravité des conséquences de la RAM chez 50% de l'ensemble des cibles primaires.	Organiser des Journées scientifiques et Conférences (ORMICI) pour partager les résultats des différentes études sur la RAM au moins 2 fois par an	Prescripteurs et dispensateurs	Nombre de supports (articles, émissions) produits et diffusés Nombre de récipiendaires	Année 2 Trimestre 3 Année 3 Trimestre 3	GTT RAM/ CTM2
	Produire et diffuser des supports (articles, interviews, spots, émissions, publiereportages, etc.) au cours de la semaine de lutte contre la RAM	Prescripteurs et dispensateurs	Nombre de supports réalisés et diffusés Pige médiatique, mesure d'impact	Année 2 Trimestre 1	GTT RAM/GTT COM/ CTM2
	Concevoir, produire et diffuser des supports de communication dans les hôpitaux, les cabinets vétérinaires et les officines	Prescripteurs et dispensateurs	Nombre de supports produits et de structures ayant reçu et utilisé les supports	Année 1 Trimestre 1	GTT RAM
D'ici Décembre 2023, amener au moins 30% des prescripteurs à être conscients de la nécessité de suivre les directives réglementaires en matière de diagnostic et de médicaments	Conduire un plaidoyer spécifique à l'occasion de la semaine de lutte contre la RAM.	Prescripteurs et dispensateurs	Document de plaidoyer remis aux Ordres. Formulation d'intentions par les Ordres.	Année 1 Trimestre 3	GTT RAM

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Acteurs de l'élevage, de l'agriculture et de l'alimentation



Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Connaissance du bon usage des antimicrobiens et prise de conscience de l'impact socio-économique et sanitaire de la RAM	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Éleveurs/ Provendeurs /Revendeurs /Exploitants agricoles	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Production de film documentaire et organisation de séances de projections	Éleveurs/idem	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Éleveurs/idem	Nombre de rencontres et de personnes fouchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Éleveurs/idem	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Industriels	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Petits exploitants	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Éleveurs/idem	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Journalistes	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Journalistes	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Adoption des bonnes pratiques d'hygiène et de biosécurité	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Eleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Production de film documentaire et organisation de séances de projections	Eleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Eleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Eleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Industriels	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Petits exploitants	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Journalistes	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Journalistes	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Non respect du délai d'attente des antimicrobiens	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Eleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Production de film documentaire et organisation de séances de projections	Eleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faïtières	Eleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Eleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Industriels	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Petits exploitants	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Journalistes	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Journalistes	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Méusage des pesticides sur les matières premières destinées à la consommation animale et humaine	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Eleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Production de film documentaire et organisation de séances de projections	Eleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Eleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Eleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Eleveurs	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Eleveurs	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Eleveurs	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Utilisation des antimicrobiens comme activateurs de croissance pour améliorer la productivité	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Eleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Projection de film documentaire	Eleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Eleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Eleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Eleveurs	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Eleveurs	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Eleveurs	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Pratique de l'automédication en élevage sans consultation d'un spécialiste de la santé animale	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Éleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Projection de film documentaire	Éleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Éleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Éleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Éleveurs	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Éleveurs	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Éleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Éleveurs	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Éleveurs	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Achat d'antimicrobiens de qualité douteuse par les éleveurs chez les non ayant droit du médicament vétérinaire pour des raisons financières	Organisation d'ateliers d'élaboration de supports (microprogrammes, capsules didactiques, boîtes à image)	Eleveurs	Supports conçus et validés par les cibles	Année 1 - Trimestre 1	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Projection de film documentaire	Eleveurs	Nombre de diffusions 60 et de participants aux séances	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Organisation de rencontres d'information et de sensibilisation avec les acteurs et les responsables des faitières	Eleveurs	Nombre de rencontres et de personnes touchées	Année 1 - Trimestre 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS
	Visites sur les lieux de travail, VAD et formation in situ	Eleveurs	Nombre de visites effectuées et de personnes informées	Année 1, 2 - Trimestre 4	MIRAH
	Organisation de conférences sur la RAM pour les industriels	Eleveurs	Nombre de conférences organisées et de participants	Année 1 - Trimestre 4 / Année 2 - Trimestre 2 et 3	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Causeries éducatives pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de participants, restitution par les cibles et rapport d'activités	Année 1 - Trimestre 3 / Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / INTER-PROFESSIONS / PTF
	Diffusion des microprogrammes sur les radios de proximité dans les langues locales pour les petits exploitants	Eleveurs	Nombre de diffusions (plan et pige) 1500, mesure d'impact	Année 2 - Trimestre 1, 2, 3, 4	MIRAH / GTT COM / CTM2
	Renforcement des capacités des journalistes sur toute l'étendue du territoire	Eleveurs	Nombre de séances 4 de formation et de participants 100 Nombre de productions médiatiques	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM / CTM2 / PTF
	Mise en place d'un réseau de presse dédié à la RAM	Eleveurs	Effectif du réseau de presse et nombre de productions des membres du réseau. 50	Année 1 - Trimestre 1, 2	MIRAH / GTT COM

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Autorités, décideurs



Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
D'ici 2023, 100% des responsables des 5 ministères clés ont une bonne connaissance des dangers à facettes multiples de la RAM.	Réalisation et diffusion d'un film institutionnel	Gouvernement, bailleurs, parlementaires, UVICOCI, Sénat, CES, AN	Film présenté aux cibles et diffusion médiatique, pige & retombées médiatiques	Année 1 Trimestre 1	CTM2 / GTT RAM
	Conception, production et remise des documents de plaidoyer (brochure de présentation illustrée)	Gouvernement, bailleurs, parlementaires, UVICOCI, Sénat, CES, AN	Documents de plaidoyer remis et film présenté aux cibles = gouvernement, bailleurs, parlementaires, UVICOCI	Année 1 Trimestre 1	GMC / GTT RAM
	Réunion de plaidoyer avec le gouvernement et remise de document de plaidoyer	Gouvernement, bailleurs, parlementaires, UVICOCI, Sénat, CES, AN	Doc reçu par les membres du gouvernement, accusé de réception, déclaration d'intention	Année 1 Trimestre 2	SECRETARIAT / GTT RAM
	Réunion de plaidoyer avec l'Assemblée Nationale	Les députés	Rapport de réunion avec l'AN, déclaration AN	Année 1 Trimestre 3	SECRETARIAT / GTT RAM
D'ici Janvier 2023, les décideurs s'engagent à mettre 50% des moyens alloués à l'exécution du Plan de la lutte contre la RAM à la disposition du GTT-RAM.	Organisation de la conférence des bailleurs et remise des documents de plaidoyer (brochure de présentation illustrée)	Gouvernement, bailleurs, parlementaires, UVICOCI, Sénat, CES, AN	Engagement formel pris par les participants et signature d'une convention de financement à hauteur de 50% des moyens alloués au GTT RAM	Année 1 Trimestre 1	GMC / GTT RAM
D'ici Décembre 2022, 80% des actions menées résultent de la synergie multisectorielle et pluridisciplinaire	Rencontre de concertation du GMC et des entités membres de la plateforme « Une Seule Santé »	Le gouvernement, les bailleurs, Les députés, Les autorités administratives	Rapport Liste de présence Convention signée Événement médiatisé Engagement exprimé en faveur de la synergie	Année 1 Trimestre 2	SECRETARIAT / GTT RAM

LES NON PROFESSIONNELS DE LA SANTÉ

Populations



Objectif spécifique	Actions	Cible visée par l'action	Indicateur de résultat	Timing	Attribution de responsabilité
Faire la promotion du bon usage des antimicrobiens par tous	Rencontres communautaires	Chefs traditionnels et chefs religieux	Enquête qualitative, restitution des messages par les cibles	Trimestre 1 Trimestre 2 Trimestre 3 Trimestre 4	GTT RAM
		Jeunes			
		Adultes			
		Personnes âgées			
		Famille			
Conférences publiques	Communauté éducative (élèves, enseignants, personnels d'encadrement)	Nombre de participants, restitutions par les cibles	Trimestre 2 et Trimestre 4	GTT RAM / CTM2	
Renforcement des capacités des professionnels des médias	Professionnels des médias	Nombre de professionnels formés (50) Pourcentage de piges et production réalisées (150), par les professionnels des médias ayant participé au renforcement de capacités	Trimestre 4	GTT RAM / CTM2	
Renforcement des capacités des acteurs du secteur de l'éducation	Les acteurs du secteur de l'éducation	Nombre d'acteurs de l'éducation formés et ayant restitué.	Trimestre 3	GTT RAM / CTM2	
Amener 20% de la population jeune à avoir une connaissance améliorée de la RAM. Sensibiliser (informer, amener à une prise de conscience) les populations aux risques de pauvreté engendrés par la RAM	Journée sportive Campus contre la RAM	Etudiants (Clubs One Health)	Nombre d'étudiants ayant participé à la campagne/ Evaluation post-activité (Micro-Trottoir)	Début décembre	GTT RAM / CTM2
	Emissions interactives	Jeunes/Adultes, familles	Nombre de participants à l'émission, restitutions	Trimestre 1 Trimestre 2 Trimestre 3 Trimestre 4	GTT RAM / CTM2

















